

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

09 | 2001

Varia

Un concept pour le décrire : l'espace rural rurbanisé

Laurence Thomsin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/250>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Laurence Thomsin, « Un concept pour le décrire : l'espace rural rurbanisé », *Ruralia* [En ligne], 09 | 2001, mis en ligne le 19 janvier 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/250>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Un concept pour le décrire : l'espace rural rurbanisé

Laurence Thomsin

- 1 Des recherches récemment entreprises sur l'espace rural du nord-ouest européen révélant de nouveaux aspects d'occupation et de transformations du territoire et de ses composantes¹, nous mesurons à l'aube du XXI^e siècle toute l'importance d'argumenter l'utilisation de termes à signification précise pour désigner les processus affectant tout ou partie de ce territoire.
- 2 Jugeant opportune la conceptualisation, sous le terme rurbanisation, l'ensemble des processus initiateurs de dynamiques nouvelles animant au cours des dernières décennies les espaces ruraux caractérisés notamment par des faibles densités, nous nous proposons de prendre du champ par rapport aux notions couramment utilisées — telles l'urbanisation des campagnes versus la métropolisation, la péri-urbanisation voire encore la contre-urbanisation —, à mettre en évidence leur contenu idéologique, souvent périmé en rapport aux faits réels et, pour ce qui concerne la rurbanisation, à les (re)formaliser à partir de concepts clairs. Seule cette démarche nous permettra d'avancer dans l'identification et la désignation des nouvelles formes spatiales du rural, contribuant par là aux recherches d'une géographie contemporaine, sensible non plus aux espaces bien limités (la ville) mais aux espaces en marge et à l'indéterminé (la campagne). Plus encore, cette démarche descriptive devra aussi contribuer aux recherches d'une sociologie du rural, non plus sensible aux seules populations agricoles ou agraires mais à l'ensemble de comportements démographiques nouveaux relatifs à la nouvelle composition de ses domiciliés à propos desquels nous supposons que l'espace rural plus que tout autre est devenu l'observatoire privilégié d'expression de modes et d'exigences de vie innovateurs, en relation à la vie familiale, à la vie professionnelle, aux loisirs, à l'environnement et au réseau relationnel.

De la nécessité du concept rurbanisation ?

- 3 L'inconsistance jusqu'ici actuelle de l'expression *rurbanisation* a nuit tant à la lisibilité du phénomène rural qu'au diagnostic, aux éventuelles prescriptions et à ses futuribles. Nous en proposons une révision du sens et en conceptualisons nouvellement le terme puisque la démarche vise à identifier, comprendre puis généraliser un ensemble de phénomènes, actuellement mal connus, transformant sur place l'espace rural. Ces dynamiques ont un contenu démographique, économique, social ou environnemental. Elles sont soit d'impulsion partiellement urbaine ou strictement endogène à l'espace rural. Leurs spécificités se doivent d'être reconnues par un concept s'opposant enfin à l'ascendance et l'imprégnation de théories jusqu'ici fondées sur la fin du rural ou sa réduction à un espace interstitiel ou résiduel.
- 4 Ces théories urbaines, connues de la plupart d'entre nous, ne seront pas présentées ici. En revanche, une discussion sur les subtilités de leur interprétation, plus originales dans la description des processus novateurs du rural, nous permettra de prendre position par rapport à un certain nombre de modèles utilisés dans la description et la mesure des transformations des campagnes. Ces modèles d'analyse, dont certains sont bien connus tels que la « représentation contradictoire urbain-rural », la « fin des campagnes », la « naturalité », la notion de « Pays », *etc.*, ont « permis » de penser le rural et son changement. Ils reflètent des théories, dominantes par période. Ces modèles, différents en fonction des courants de pensée, des positions sociales et des objectifs poursuivis au sein des sphères administrative, socio-politique ou scientifique, ne peuvent être ignorés. Ils ont eu et ont toujours des implications sur la représentation du rural et son devenir, car ils ont servi et servent encore, à l'occasion, d'explication aux transformations des campagnes. Il nous appartient dès lors de les démêler dans leur apport à la connaissance globale et contemporaine de l'espace rural. C'est ce que nous nous proposons d'exprimer ici par le biais d'une critique sur la validité de chacun des systèmes d'interprétation, mais aussi sous l'angle d'une évaluation de leur contribution théorique à la conceptualisation du processus de rurbanisation dont les principaux mécanismes que nous avons jusqu'à présent identifiés seront au cours de cet article explicités.
- 5 Au regard de notre problématique rurale notre propos est double. Il vise, d'une part, à affirmer le caractère irréductible d'une forme de ruralité au travers des transformations économiques et sociales des campagnes nouvelles : la domination technique, économique et culturelle de la ville ne devant empêcher un mode d'existence de la campagne ni un mode d'existence à la campagne différents du modèle urbain et, d'autre part, à relancer la réflexion bloquée sur les changements annonciateurs de nouveaux modes de société.

L'urbanisation des campagnes

- 6 L'urbanisation rurale, concept riche, désigne tantôt un état, tantôt une relation entre deux termes (ville/campagne, rural/urbain), tantôt un processus. Bien des acceptions de cette notion sont différentes et donnent lieu à de multiples définitions parfois contradictoires.
- 7 Après les années de gloire de la dichotomie monde rural/monde urbain consolidée par le poids des civilisations traditionnelles agraires des années 1950, le nouveau modèle urbanisation des campagnes élimine progressivement le « fait rural » et devient le courant

prédominant des années 1960. Le contenu idéologique de ce modèle, parce qu'il a fortement modifié le concept de rural, a de manière drastique orienté les pouvoirs organisateurs et les milieux scientifiques vers l'espace urbain. Modèle contemporain, non marginal, il oriente toujours actuellement des choix d'aménagement du territoire. Dans le processus de transformation du rural, la ville constitue alors la référence première. Lieu de travail et de savoir, lieu de richesse et de pouvoir, la ville est alors le modèle à imiter. C'est à partir de son image qu'est désormais pensé le remodelage, jugé nécessaire, de la campagne². L'urbanisation des campagnes est véritablement considérée comme un mouvement irréversible. C'est cette véritable loi du développement spatial que nous remettons principalement en cause. La crise du modèle de développement (crise du *fordisme*) renforce une conception de l'espace rural tendant à ignorer tout espace non polarisé ni compétitif. L'accent est posé sur les technopôles et les réseaux de villes, ce qui suppose un effacement de la notion d'espace rural.

- 8 Modèle encore dominant durant les années 1970, même si on en vient à une définition valorisante de la ruralité, l'urbanisation des campagnes contribue à faire émerger puis à officialiser dans nos disciplines un « nouveau type d'espace rural » : le périurbain. La volonté de caractériser un nouveau type d'espace rural, au sens non plus d'espace agricole, produit des propositions de typologies des campagnes³. Les discontinuités morphologiques et les diversités d'activités qu'elles révèlent « réinvitent » à la distinction entre les espaces ruraux et les villes. Le produit périurbain est finalement la valorisation spatiale d'un nouveau mode d'habiter (des urbains) alors qualifié d'« anti-ville »⁴. Or, comme nous l'identifierons plus après dans notre propos, cet espace périurbain à propos duquel s'est développée une idéologie néo-rurale ne peut plus être assimilé à un espace rural.
- 9 Le développement dans les années 1980 de l'idéologie du local, alors pensé comme lieu alternatif à la crise du *fordisme* et tempérant le modèle du « tout urbain » finira lui aussi par restreindre l'espace rural. L'espace rural est réduit à ses zones fragiles⁵.
- 10 Les années 1990, quant à elles, transfèrent (et donc maintiennent) l'idée de domination du rural par le biais d'un niveau extérieur d'ordre mondial. Si la rupture idéologique de certaines représentations — telles l'approvisionnement de la ville par la campagne ou la réduction de la tradition au rôle d'indicateur de rigidité et de retard — est effective, la représentation globalement négative de la campagne tend à persister, du moins suffisamment pour ne pas concevoir l'intervention sur ce territoire de processus autres qu'urbains.

La validité du système d'interprétation : urbanisation des campagnes

- 11 Du point de vue des campagnes et de l'identification de ses formes spatiales, on peut reconnaître que la notion d'urbanisation entendue comme une certaine répartition et une certaine concentration de niveaux de fonctions urbaines sur l'ensemble d'un territoire peut constituer un instrument de mesure. Elle est propre à caractériser le rapport urbain/rural, sans présumer des nouvelles formes de relation ville-campagne, et, à mettre en évidence les écarts réels entre des espaces plus ou moins homogènes sous ce rapport, que tend à masquer la théorie de la diffusion d'une culture urbaine. Cette définition de l'urbanisation est la moins entachée de déterminisme et d'apriorisme puisqu'elle renvoie à un processus historique ou conduit à une simple mesure du niveau du rapport urbain-rural⁶.

- 12 Le principe du *continuum* est à préciser. Son contenu a en effet été peu à peu dénaturé. Dans son sens initial, le *continuum* culturel⁷ se substitue petit à petit à l'idée d'un *continuum* spatial à transformations foncières, c'est-à-dire, de rapports productifs et sociaux spécifiques fondés sur la division des espaces de résidence et de travail, source d'une échelle socio-démographique où s'observent des micro-ségrégations, etc. Une seconde interprétation, plus restrictive, applique l'idée de *continuum* spatial au cadre spatialement limité des franges périurbaines. Ce principe sans l'avoir jamais démontré laisse sous-entendre la continuité de l'extension urbaine à l'ensemble de l'espace rural. Nous retiendrons quant à nous le sens initial, c'est-à-dire la diffusion d'un *continuum* culturel sans référence aux réalités spatiales. Cette vision, extensible à l'ensemble de l'espace rural, obtient notre adhésion pour sa contribution à la mise en place du processus de rurbanisation.
- 13 Le thème de l'*urbanisation*, comme diffusion d'une culture urbaine, n'illustre que la diffusion des valeurs, normes et relations sociales dominantes. L'harmonisation des conditions de vie, des modes de vie et des structures sociales des populations urbaines et rurales ne peut écarter l'existence de formes spatiales différentes. La diffusion d'objets matériels n'est pas synonyme d'homogénéisation, tout comme les modifications souvent retenues comme indices d'*urbanisation* n'abolissent pas, en fait, les distinctions spatiales (l'électrification dans les campagnes, la diffusion de l'automobile, la diffusion du progrès technique, la modification des mentalités à travers l'exercice d'un métier non agricole, l'association à la croissance économique). Ce mode d'*urbanisation* ne peut étayer une théorie générale des formations spatiales. Le modèle d'*urbanisation des campagnes* séduit ceux qui, considérant que l'espace est un *continuum*, en proposent le découpage graduel selon le degré de diffusion de la modernité urbaine. Ils restent minoritaires par rapport aux adeptes des discontinuités que supposent les théories de l'annexion ou de la domination. Le rejet de la distinction urbain-rural altère aussi la notion de « société urbaine » et de « genre de vie urbain ». Elle s'appuie d'ailleurs sur une description incorrecte de l'espace urbain en idéalisant la réalité sociale urbaine.
- 14 Contre la vision d'un mouvement irréversible d'*urbanisation*, niant la notion de rural en faveur de la croissance infinie de l'urbain, nous remettons en cause d'une part, la croissance infinie de l'urbain, et, d'autre part, l'assimilation de l'espace rural à un espace résiduel ou interstitiel captif de cet inexorable processus. Cette tentation déterministe conduit rapidement à définir comme urbain tout phénomène démographique. Ce schématisme, dans l'analyse du phénomène de croissance urbaine, conduit à des appréciations fausses de l'évolution de l'espace résiduel (c'est-à-dire rural) en raison des délimitations extensibles de l'urbain qu'elle provoque. Ainsi, le mouvement de diminution statistique de la population rurale fondé sur des changements de définition dû à ce mécanisme est alors interprété comme une accélération du mouvement d'*urbanisation*. Prenons pour exemple les définitions statistiques successives d'aires urbaines telles les zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU), en France. Cette théorie élaborée dans les années 1960 résulte de l'observation du phénomène américain d'extension spatiale des grandes villes par concentration de la population et de l'habitat selon le processus de *métropolisation*. Elle en déduit la fin de toute discontinuité spatiale entre les villes et les campagnes et aboutit à la négation à terme du concept de rural. Cette idée de croissance urbaine envahit actuellement l'Europe sous l'étiquette de *métropolisation* (intégrant l'idée du dépeuplement des centres ou d'une reprise de ceux-ci.) Porté par ce courant, l'investigation scientifique s'est faite essentiellement en dehors de l'espace rural et les orientations politiques contre le développement du monde rural. Ces modèles pro-urbains, ont entraîné un désintérêt du rural et laissé échapper,

décennie après décennie, toute connaissance réaliste de l'évolution de celui-ci. Cet abandon a coûté cher, y compris au plan des perspectives urbaines, à la vue des évolutions imprévues de celles-ci (perte démographique des centres avec dilution plus ou moins contrôlée). Ces modèles pro-urbains n'ont induit aucune réponse sur le bien ou le mal de l'extension urbaine diffuse, sur le véritable poids du monde rural, sur les nouvelles relations ou les formes d'autonomie rural-urbain. La méconnaissance des évolutions sociales et spatiales touchant le territoire rural n'aurait-elle pas finalement porté ombrage à la maîtrise du devenir urbain ? Parmi les conséquences de cette théorie pro-urbaine, relevons : 1) un dispositif statistique dominé par l'idée que seule la ville est un espace en expansion. Ceci a conduit les instituts de statistique à modifier régulièrement la délimitation des pourtours statistiques tels que les ZPIU, les aires urbaines, etc. ; 2) une politique de normalisation qui a abouti, dans les années 1960, à la fermeture des services publics en milieu rural peu dense ; 3) une approche de l'évolution de l'espace rural, ou d'une partie de celui-ci, qui s'est faite sur base du développement de la géographie urbaine et non rurale.

- 15 Dans les études statistiques, le terme *urbanisation* désigne le mouvement de croissance de la population urbaine. Urbain et urbanisation sont habituellement pris seulement au sens démographique. Un espace s'urbanise lorsqu'il est affecté d'un mouvement de croissance de la population ou d'une forme équivalente comme la construction de logements. L'extension de l'espace bâti y est assimilée à l'*urbanisation* alors considérée comme intégration physique d'un espace à la ville. Quant à l'*urbanisation diffuse des campagnes*, liée au développement des déplacements habitat-travail, elle traduit la construction en communes rurales ; celles-ci recevant la majorité des constructions de logements neufs de l'agglomération. Au plan de la dénomination des phénomènes, le terme ambigu d'*urbanisation* pourrait ici être remplacé par, celui plus précis et univoque, de croissance urbaine ou d'évolution de l'habitat urbain, voire même d'extension du bâti. Ainsi éviterait-on une utilisation abusive du terme pour désigner tout mouvement de construction par lotissement, même s'il s'agit de communes n'ayant aucune fonction ou aspect urbain. L'*urbanisation* est bien un phénomène du ressort urbain. Tout mouvement de croissance n'est pas nécessairement du ressort d'un processus d'*urbanisation*. L'utilisation du terme pour caractériser le processus de formation des régions de forte densité paraît en revanche plus appropriée. Appliqué aux régions nommées régions urbaines⁸, en dépit des critiques et des définitions de M. Sorre⁹ et de G. Chabot¹⁰ qui proposent régions de villes, ce terme engloberait toutes les formes d'étalement des espaces urbains autour des métropoles (régions métropolitaines) et le long de certains axes de communications.
- 16 L'*urbanisation des campagnes* semble donc désigner divers aspects de la transformation des campagnes sous l'influence des villes. Cette terminologie en contient une autre : la *péri-urbanisation* définie elle-même comme la transformation discontinue des espaces ruraux à proximité et sous l'influence des villes. L'on ne peut plus, sur cette constatation, maintenir pareil double emploi et confondre *péri-urbanisation* et *urbanisation des campagnes*. La *péri-urbanisation* fait référence à des transformations spatiales liées au desserrement des fonctions urbaines alors que l'*urbanisation des campagnes* se limite à un processus d'intégration (c'est-à-dire culturelle) sous influence des villes mais indépendamment de la distance physique à celle-ci, et ne se traduisant que par la diffusion de manières d'habiter et de consommer qualifiées d'urbaines.

Notre position

- 17 Sur la base des constatations et considérations ci-dessus, nous sommes en faveur d'une forme de représentation dichotomique entre le monde rural et le monde urbain. Non pas en termes antagonistes selon le modèle des années 1950, encore marqué par la représentation hégélienne et marxiste de la ville et de la campagne, où la campagne garde une spécificité de milieu naturel et, la ville inversement de milieu technique, ni selon le modèle des années 1970 développé sur les théories de l'annexion ou de la domination de l'espace rural. Nous préférons un modèle qui ne rejette pas fondamentalement la distinction entre le rural et l'urbain ni dans les formes spatiales, ni dans les formes sociales indépendamment de toute interférence ville-campagne par le biais de la mobilité. En effet, à titre d'exemples, nous reconnaissons à l'espace rural des spécificités morphologiques qui nous conduisent à remettre à l'honneur la densité comme propriété de l'espace. Un rejet complet de cette dichotomie nierait selon nous la spécificité et l'identité du rural alors que nos hypothèses de travail reconnaissent aux espaces ruraux dynamiques les moyens de leur autonomie. Nous nous opposons à tout emploi de l'expression *urbanisation des campagnes* aboutissant à la négation à terme du concept de rural. La dichotomie ville-campagne se justifie dans la mesure où la définition de la fonctionnalité, voire de la productivité, dans chacun des deux grands groupes, conservent leur particularité propre et non induite par un rapport de force de l'un sur l'autre. Nous sommes en désaccord avec la vision « urbanisation des campagnes signifiant l'intégration par la ville de l'ensemble de l'espace humanisé »¹¹. Ce courant de pensée estime que toute décision se prend en ville, qu'il y a une disparition du profit de l'agriculture et une oblitération des paysages agraires, que l'industrie dispersée dans les campagnes est télécommandée depuis la ville, qu'il y a progression tout simplement, en terme d'organisation de l'espace, de l'agglomération urbaine. Ceci est le schéma type de la *péri-urbanisation*. Nous sommes aussi en désaccord avec la vision *urbanisation des campagnes* signifiant « la création d'une économie et d'une société nouvelles par l'association des citadins et des ruraux, d'où disparaîtrait la dichotomie ville-campagne, grâce à une certaine ruralisation de la vie citadine, autant qu'à une urbanisation de la société rurale »¹².
- 18 Par *urbanisation des campagnes*, nous reconnâtrons un processus d'intégration de la mobilité spatiale dans la vie quotidienne ; mobilité des gens et des biens mais aussi mobilité des messages et des idées. « Cette *urbanisation* donne toute sa logique à l'individualisation, en diminuant le poids des enracinements locaux. Elle fait, du projet individuel, un élément clé de revendication dans la vie quotidienne »¹³. Vu sous cet angle, l'*urbanisation des campagnes*, telle que nous l'entendons, n'est plus un processus d'*assimilation* mais d'*intégration* des catégories de populations, même arriérées, dans la modernité.
- 19 Certains modes d'*urbanisation* connaissent un contenu mécaniste. Dans leur forme la plus large, ils participent, comme pour la *péri-urbanisation*, aux mutations des campagnes sous l'influence des villes. Si nous ne rejetons pas l'idée que la *rurbanisation* est soumise à certains modes d'*urbanisation* (économique, morphologique, voire fonctionnelle), l'amplification et l'intensité ne sont nullement comparables à un processus d'*urbanisation classique*. En effet, *urbanisation* signifierait ici l'appropriation définitive des territoires ruraux par des acteurs urbains et la disparition irréversible des spécificités de leur structure sociale, spatiale et économique.

- 20 Concept fourre-tout, l'*urbanisation des campagnes* doit dès aujourd'hui sortir du carcan urbain et rechercher une nouvelle méthode d'approche des transformations du rural sous peine de ne plus rien apporter à la connaissance des nouvelles dynamiques de celui-ci.
- 21 En reconnaissant tout l'intérêt d'une prise en compte dans le devenir du rural du poids des dynamiques telles le développement local, la (re)valorisation des ressources locales, le développement local endogène ou autocentré, nous désirons nous écarter du modèle de banalisation de l'espace rural des années 1980, qui nie le rural au profit du concept unique de *local*. Notion floue, le discours dominant sur le local s'applique à tous les types d'espaces, y compris les quartiers urbains et les bassins d'emploi. Ces différenciations n'opposent plus les espaces ruraux aux espaces urbains, mais les espaces selon leur degré de fragilité, les risques de rupture ou de crise. L'espace rural est une fois de plus observé sous un angle dépréciateur.

La péri-urbanisation

- 22 Processus de transformations spatiales liées au desserrement des fonctions urbaines, contact dynamique où l'interpénétration urbain-rural se substitue rapidement à la juxtaposition urbaine, la *péri-urbanisation* est une forme indéniable d'*urbanisation* et plus précisément encore un espace en transition dans un processus d'*urbanisation fonctionnelle et morphologique*. Son terme vise dès lors tantôt à désigner les nouvelles formes de production et d'implantation du bâti, tantôt à décrire les tendances récentes à l'étalement urbain et/ou à l'exode urbain, voire encore à la redistribution de la population venue de zones rurales plus éloignées ou aux échanges à l'intérieur des franges urbaines¹⁴. Il constitue de fait, à cette étape-ci, la banlieue autour de l'agglomération urbaine ou la banlieue au sein de la région urbaine. Les communes à l'origine rurales de ce nouveau type de territoire ont subi une rapide et irréversible transformation de leur structure foncière, notamment agraire, et répondent dorénavant à une logique fonctionnellement urbaine.
- 23 La péri-urbanisation traduit de ce fait plus la description d'un nouveau type d'espace, celui précisément confiné aux marges de l'extension urbaine, qu'elle ne contient les bases théorique ou idéologique d'un concept singulier. Elle correspond certes par son ampleur spatiale à l'une des grandes évolutions géographiques enregistrées depuis plus de vingt ans mais n'évoque en tant que phénomène qu'une forme d'extension du processus bien connu d'urbanisation. Sans être construit sur une réflexion des relations ville-campagne ou du devenir rural, la généralisation abusive de cette appellation périurbaine en terme descriptif à l'ensemble des changements affectant le rural a privilégié dans un contexte d'urbanophilie dominante l'idée d'une urbanisation généralisée où le rural n'exprime par défaut que ce qui n'est pas encore affecté par la péri-urbanisation. Sous la représentation d'une *urbanisation quasi généralisée* de l'espace, il n'y a plus un modèle dominant de représentation du rural, mais une mosaïque d'espaces interstitiels non encore *métropolisés*.
- 24 En concentrant nos lectures sur les publications relatives à l'Europe occidentale, nous nous sommes aperçue combien les notions de *péri-urbanisation* et de *rurbanisation* devaient l'une au regard de l'autre être redéfinies, sous peine de nous engager nous même, lors de l'analyse diachronique et descriptive des nouveaux phénomènes ruraux, dans des conclusions qui risqueraient d'être différemment interprétées par les lecteurs en fonction des concepts spatiaux auxquels ils se réfèrent et de l'interprétation qu'ils donnent à leur contenu.

La validité du système d'interprétation : *péri-urbanisation*

- 25 La mise en évidence du processus de *péri-urbanisation* n'est pas suffisamment née d'une réflexion théorique globale¹⁵. La définition de ce concept (contenu, critères, intensité du processus et chronologie) repose sur une accumulation d'observations monographiques éparpillées ayant démultiplié à foison le nombre d'indicateurs périurbains rendant peu rigoureuse l'identification de ce mécanisme.
- 26 Notion utilisée depuis les années 1970 comme cadre de référence implicite lors de la description des mutations territoriales affectant l'espace rural, cette appellation n'a pu intellectuellement laisser place à l'isolement potentiel d'autres phénomènes que ceux relatifs au processus d'urbanisation classique. Cette observation menée exclusivement sous un angle urbain n'a pu considérer l'espace rural dans toute sa spécificité mais *a priori* comme inerte : à son espace s'impose un ensemble de mécanismes qui ne peuvent être que d'origine urbaine. L'espace rural ne peut envisager son propre changement.
- 27 L'existence du processus de *péri-urbanisation* sur des territoires ruraux éloignés et sans relation privilégiée avec une agglomération urbaine n'est confirmée à l'aide d'aucun critère précis. Les espaces ruraux en croissance considérés dans ces études sont classiquement des espaces ruraux en périphérie d'une agglomération importante. Plus encore, l'étude des migrations ayant alimenté les communes rurales les plus reculées a été presque complètement négligée. Cela provient de la certitude encore largement répandue du caractère irréversible et inexorable du double processus d'exode rural et de concentration urbaine que nous remettons précisément ici en question.
- 28 Enfin, parce que les formes de la *péri-urbanisation* ont représenté un fait majeur des nouvelles modalités de peuplement de la société contemporaine, ce phénomène a focalisé les recherches scientifiques et politico-administratives, faisant presque oublier l'intérêt d'une recherche sur le reste du territoire rural¹⁶.

Notre position

- 29 Nous contestons la démarche théorique qui vise à étendre le concept de *péri-urbanisation* à tout espace rural en mutation. La *péri-urbanisation*, comme l'*urbanisation des campagnes*, ne sont pas des concepts adaptés pour interpréter les nouvelles dynamiques de *l'espace rural*. Ces concepts, tels qu'ils sont actuellement théorisés, sont trop figés pour être étendus à l'ensemble de *l'espace rural* en mutation. La collusion de l'ensemble de ces termes invite à une nouvelle exploration de la notion de *rurbanisation*, jadis assimilée au concept de *péri-urbanisation*, et à contrer la pensée urbanophile. La *rurbanisation*, phénomène économique-social nouveau plus complexe à saisir que la *péri-urbanisation*, est une *évolution rurale non périurbaine*. L'apparition du phénomène, postérieure au processus *périurbain*, a entraîné jusqu'ici son assimilation à une *forme nouvelle d'urbanisation*, définie, en l'état actuel des connaissances, comme transition vers une *péri-urbanisation* certaine. Cette thèse n'a pour autant jamais été démontrée. La tendance actuelle est soit de confondre les deux expressions *péri-urbanisation* et *rurbanisation* ; l'une et l'autre étant alors équivalentes, soit plus précisément, d'inclure les *espaces rurbanisés* dans le *territoire périurbain*. Rappelons le contexte d'émergence du processus de *rurbanisation*. Nous datons l'origine du processus de *rurbanisation* en Europe de l'Ouest aux années 1970. Après avoir connu, dans la plupart des pays industrialisés européens, un mouvement séculaire de

dépopulation rurale, on assiste depuis cette décennie à une remontée de la courbe de population des campagnes. Ce processus de rupture de *l'exode rural* (ou *retournement*) souligne un changement structurel affectant *l'espace rural* dans son ensemble. L'hypothèse d'une expansion *périurbaine* généralisée comme seul déterminant de ce renversement démographique est peu pertinente étant donné, que bien des *communes rurales* situées hors de l'influence urbaine de proximité se sont repeuplées, que la persévérance de la croissance rurale ne se justifie plus depuis le début des années 1990 par les mouvements démographiques défavorables au sein des *communes d'agglomération* et à l'égard des *communes de banlieue*. Notre propos, soutenu par des observations de terrain, démontre que la *rurbanisation* et la *péri-urbanisation* sont deux processus distincts, pouvant coexister dans le temps, mais se développant sur des territoires à finalités fonctionnelles et organisationnelles bien distinctes. La *péri-urbanisation* et la *rurbanisation* ne sont nullement comparables par l'ampleur des transformations paysagères et des surfaces nouvellement affectées, ni par le poids statistique des populations nouvelles, ni secondairement, par leur impact décisionnel local. Ils ne sont nullement comparables non plus par leur période d'apparition, par le contexte de leurs mécanismes respectifs, ni par leur intensité.

- 30 Nous définirons par *péri-urbanisation* tout processus de transformations discontinues des espaces ruraux à proximité¹⁷ et sous influence des villes¹⁸. *L'espace périurbain* est un espace fonctionnellement urbain situé à la périphérie d'une agglomération urbaine¹⁹. *L'espace rurbain*, quant à lui, résulte d'une transformation sur place de *l'espace rural*, produisant, *in fine*, un territoire, conservant des structures héritées, où s'épanouit une culture individualiste calquée sur la culture urbaine et relativement à l'abri des contraintes collectives propres à l'*urbanisation classique*. La *rurbanisation* serait donc une troisième forme d'expression territoriale, un troisième type d'espace se distinguant des espaces urbanisés ou en voie de l'être, dont l'état final est l'insertion dans l'organisation fonctionnelle d'une agglomération urbaine principale, mais rompant avec le modèle unique de communauté rurale et les modes de vie socio-économiques s'y référant. La *rurbanisation* ne serait donc pas un processus d'*urbanisation* comme on l'entend au sens usuel du terme, à savoir un processus de développement des villes et d'expansion de la population urbaine. Ce qui l'en rapprocherait le plus, c'est l'adoption concomitante par la population locale et la nouvelle population résidente d'origine à la fois rurale et pluri-urbaine, d'habitudes de consommation urbaines. Ce qui l'en éloignerait le plus, c'est l'absence d'importants enjeux économiques urbains planifiés et/ou concentrés, qui dans l'accélération du processus d'*urbanisation* entraîne un besoin d'espace et une intense compétition pour le sol.

La contre-urbanisation

- 31 Depuis la fin des années 1970, une redistribution généralisée et clairement plus homogène des densités humaines dans les pays industrialisés a affecté tout autant l'espace urbanisé que l'espace des « faibles densités », mais cela selon une tendance migratoire inverse à ce qui a prévalu jusqu'alors. Ce nouveau processus de croissance inversement corrélé à la taille de l'unité urbaine a marqué un tournant dans le processus « classique » d'*urbanisation*²⁰, dans lequel la tendance dominante de la migration nette était en corrélation avec la taille de l'unité de peuplement. Le schéma de *contre-urbanisation*, peu évoqué sinon par des auteurs anglo-saxons, hollandais ou allemands, a permis de mettre en évidence des mouvements

démographiques en dehors des *espaces métropolitains*²¹. Il a confirmé la voie d'une recherche qui nous a révélé un nouvel aspect de l'occupation de l'espace rural

La validité du système d'interprétation : *counterurbanization*

- 32 En raison d'ambiguïtés conceptuelles et méthodologiques, la notion de *counterurbanisation* ne s'est pas donné le moyen d'être un modèle explicatif de modalités migratoires apparues à l'aube des années 1970. Elle a été difficile à définir, notamment en raison d'assimilations avec les multiples termes de *renaissance rurale*, de *régénération*, de *dispersion*, de *migration centre-périphérie*, de *décentralisation* ou de *suburbanisation*. Dans l'esprit des années septante, toutes sortes de processus de *déconcentration* ont été placés sous l'ombrelle de la *contre-urbanisation*. Selon l'approche qui en a été faite, le concept anglo-américain de *counterurbanisation* ne désigne pas strictement une forme principale du développement rural²², il participe plutôt à un changement de distribution de population au-delà du *système métropolitain*²³, voire encore, il discerne une situation migratoire par laquelle des ménages sortent délibérément de la ville pour vivre à la campagne sans maintenir de relations journalières avec la zone urbaine.
- 33 La principale faiblesse de ce concept provient du fait qu'il s'est développé dans le cadre d'études empiriques plutôt que d'une analyse théorique portant à réflexion la validité des résultats²⁴. En relation à la problématique rurale, ce concept renferme deux manquements majeurs. D'une part, le concept, trop descriptif, est fondé sur les changements de distribution de population sans une explication de leurs causes ; d'autre part, la composante rurale attire trop peu l'attention dans l'explication du phénomène observé²⁵.

Notre position

- 34 Nous retiendrons que la *contre-urbanisation* est un processus de *déconcentration démographique* impliquant un mouvement d'un état de plus grande *concentration* vers un état de plus faible *concentration*. Plus précisément, cette *déconcentration*, par ailleurs à durée limitée dans le temps, a résulté de la croissance ralentie ou du déclin des grandes villes associés à la croissance corollaire de plus petits centres et de zones *rurales* principalement au cours de la décennie 1970. Cette *déconcentration* a pu être sélective ou partielle. Toutes les localités de même taille n'ont pas évolué vers une même tendance, à un même moment.
- 35 Comme précédemment explicité, la *contre-urbanisation* est un processus figé dans le temps, par opposition au processus de *péri-urbanisation* ; elle ne peut dès lors être considérée comme un processus continu. L'idée que la *contre-urbanisation* n'est qu'une extension extrême d'*urbanisation* dans un schéma d'accessibilité étendu à l'ensemble de la planète n'est donc pas pertinente.
- 36 Parce qu'elle exprime une relation négative entre taille de peuplement et migration, la *contre-urbanisation* est l'inverse d'un processus de *concentration/urbanisation*. Localisée au-delà des *extensions suburbaines* et fondée sur une croissance et un mouvement dépassant les *systèmes urbains* classiques et visant le bas de la hiérarchie urbaine, elle n'est pas pour autant un processus s'opposant à une dynamique d'urbanisation comme pourrait le laisser sous-entendre son vocable. Né d'une comparaison avec le processus de *péri-urbanisation*, le concept de *contre-urbanisation* veut plus simplement s'opposer à l'idée qui se voudrait universelle que toute croissance démographique des petites entités et des *zones rurales* doit

être vue comme la continuation des processus anciens de *distribution de la population*, comme la future croissance des zones métropolitaines, et, par conséquent, comme l'illustration d'un état avancé du processus d'*urbanisation*. Toujours en rapport avec le processus de *péri-urbanisation*, la *contre-urbanisation* ne peut être assimilée au stade postérieur de la *désurbanisation*. Dans beaucoup de pays, la *déconcentration* et la croissance métropolitaine ont lieu en même temps. Nombreux sont ceux qui ont reçu un grand nombre de migrants internationaux par exemple, soit comme migrant permanent, soit comme travailleur temporaire, et qui tendent à se concentrer dans les grandes cités. Cette source de croissance pourrait faciliter la migration de *contre-urbanisation* des populations locales. La croissance de la population métropolitaine pourrait en fait être un mécanisme de déclenchement du mouvement de *contre-urbanisation*. Elle pourrait d'autant mieux l'encourager, que la demande de logement donne aux propriétaires la chance d'obtenir un haut prix pour leurs propriétés métropolitaines. Il n'est donc pas incohérent de penser que *contre-urbanisation* et croissance métropolitaine peuvent apparaître simultanément. Le processus de contre-urbanisation, concept clé des périodes 1971-1981 et 1981-1991, est l'élément explicatif majeur de la mise en route des nouvelles dynamiques démographiques des espaces ruraux caractérisés, notamment, par des faibles densités. Il exprime la rupture d'*urbanisation* fin des années 1970.

37 L'autre perception, attribuant à la *contre-urbanisation* un contenu plus sociologique que géographique, participe également selon nous, au contenu de la *rurbanisation*. Elle exprime la rupture psychologique des ménages migrants avec l'ex-zone urbaine.

38 L'idée de *contre-urbanisation* est une source qui s'est tarie d'elle-même en raison des faibles moyens méthodologiques employés à son égard. Son originalité aura, néanmoins, été de dire que l'*espace rural*, de faible et même de très faible densité, est actuellement touché par un nouveau mouvement démographique. Sa faiblesse reste de ne pouvoir ni cibler les zones réellement affectées par de telles dynamiques, ni expliquer les mécanismes ayant entraîné ces changements. Le concept de *contre-urbanisation* est celui qui des trois processus présentés dans cet article aura participé très concrètement en tant que mécanisme à l'amorce du processus de *rurbanisation* au cours de la décennie 1970 et partiellement de celle de 1980 et qui en tant que concept aura le moins entaché l'intégrité de la notion de rural.

39 * * *

40 La dynamique propre des espaces ruraux ne se laisse pas interpréter à partir du seul impact des évolutions urbaines sur le monde rural. Les processus classiques d'*urbanisation* des campagnes, de *péri-urbanisation* ou de *contre-urbanisation* sont tous des concepts qui pensent l'évolution du rural comme une conséquence de mécanismes d'*urbanisation* au sens morphologique et fonctionnel du terme. Des éléments empiriques nous prouvent qu'il s'agit d'autre chose. Depuis la décennie 1970, un rapport spécifique à l'espace rural s'est construit à partir de l'extension des formes de mobilité. Un processus de transition de la mobilité a eu cours : la mobilité aux formes professionnelles, sociales et résidentielles n'est plus commandée exclusivement par l'attraction et la répulsion des grandes villes. Il se traduit par des modes d'habiter, de consommer, de pratiquer des formes de sociabilité qui n'ont rien à envier à ceux développés au sein des formes urbaines. Tout cela traduit une intégration du rural à la modernité qui n'est pas assimilation à l'urbain.

41 Le relevé dans l'espace rural d'une transformation sur place des esprits et des fonctions, de la mise en place de nouvelles formes socio-professionnelles sans nécessairement suppression de l'activité agricole, du développement d'activités locales, d'une nouvelle

organisation spatiale de la croissance rurale au départ des petites localités et de l'intégration des activités rurales à une économie mondiale, confirme la mise en place de mécanismes locaux, institutionnalisés ou individualisés, initiateurs de dynamiques endogènes non investiguées par des initiatives d'origine urbaine.

- 42 Dans le chef des migrants résidentiels eux-mêmes, valorisant les espaces ruraux comme site de résidence, un ensemble nouveau de motivations et de comportements s'observent : une rupture psychologique du rurbain avec la région urbaine, une relation modifiée à l'importance de la vie professionnelle et à sa proximité, l'ingérence d'un mythe, « le mythe du rural » (la recherche pour une partie des migrants en provenance des villes d'un nouveau cadre de vie ou d'une nouvelle qualité de vie), le maintien dans le rural de jeunes natifs, le souhait grandissant d'une préservation des paysages.
- 43 Autrefois, la modernité était assimilée à l'innovation en un lieu propice et en faveur d'une population spécifique. Aujourd'hui, l'innovation est mondiale, accessible à tous (démocratisation) ; les gens portent en eux la modernité. Dans le concept de modernité, il convient d'inclure d'autres composantes comme la capacité de disposer d'une qualité de vie. Qualité de vie elle-même définie par chaque individu mais, aussi, faut-il le préciser, un concept de valeur non plus seulement fondé sur la technologie. La rareté est associée depuis toujours à la notion de modernité. D'autres espaces que les espaces urbains répondent aujourd'hui à cette notion de rareté. L'intégration à la modernité des espaces ruraux tient pour partie non négligeable de la volonté d'individus ayant privilégié ces espaces de vie.
- 44 Nous proposerons donc à l'issue de cette réflexion l'emploi du terme rurbanisation pour décrire l'ensemble des processus initiateurs de dynamiques nouvelles animant les territoires ruraux ; dynamiques ne relevant pas d'un processus d'extension urbaine mais d'une combinaison de processus d'urbanisation aux effets morphologiques et fonctionnels diffus, de mécanismes locaux de développement et de comportements novateurs des populations rurales autochtones et allochtones recherchant à valoriser une nouvelle hiérarchisation des valeurs. La rurbanisation exprime en cela une nouvelle phase dans l'histoire du peuplement spatial et une rupture dans l'histoire de l'extension urbaine. L'espace rurbain est un espace rural ayant su préserver une identité spécifique en regard de l'influence directe des agglomérations urbaines tout en ayant pu accéder à des transformations, tant au plan social (diversification du profil socio-économique de la population rurale, néo-rurale, agricole, sylvicole et horticole) et culturel (mise en place de mouvements de défense, de valorisation, de protection, *etc.*), qu'au plan économique (démultiplication des activités, mutation des fonctions de résidence par substitution résidentielle dans des bâtis d'anciennes activités agricoles ou artisanales, transformation des résidences secondaires en résidences principales, par exemple, *etc.*).

NOTES

1. Laurence THOMSIN, *Contribution à l'étude de la rurbanisation en Wallonie. Interrogation d'avenir du processus en Europe continentale du Nord-Ouest*, Thèse de doctorat en sciences, Université de Liège, 1999, 3 volumes.
2. Nicole MATHIEU, « La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts », dans *Économie rurale*, n° 197, 1990, pp. 35-41.
3. Roger CALMÈS et al., *L'espace rural français*, Paris, Masson, 1978.
4. Nicole MATHIEU, « Rural et urbain. Unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter », dans Marcel JOLLIVET et Nicole EIZNER [dir.], *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, pp. 187-205.
5. Maryvonne BODIGUEL, *Le rural en question*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1986.
6. Nicole MATHIEU, « Propos critiques sur l'urbanisation des campagnes », dans *Espace et sociétés*, n° 12, 1974, pp. 71-89.
7. Par *continuum culturel*, nous entendons la portée des innovations technologiques à l'ensemble des catégories spatiales. La possibilité d'avoir accès à tel ou tel service ou de disposer de tel ou tel objet sophistiqué n'est plus réellement déterminée par le lieu de résidence. L'accessibilité à ces services et à ces objets est harmonisée à l'ensemble des territoires.
8. *Développement des zones rurales et de leur armature urbaine*, Préparation du VII^e Plan (1976), Paris, Commissariat général du Plan, La Documentation française, 1970.
9. M. SORRE, *Les fondements de la géographie urbaine*, Paris, Librairie Armand Colin, 1951, tome 3.
10. G. CHABOT, *Les villes*. Paris, Librairie Armand Colin, 1954.
11. Étienne JUILLARD, « Urbanisation des campagnes », dans *Études rurales*, n° 49-50, 1973, pp. 5-9.
12. *Idem*.
13. Jean RÉMY et Liliane VOYÉ, *La ville : vers une nouvelle définition ?*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992.
14. Jean-Claude BONTRON, « Fragilité des territoires ruraux, de la critériologie aux zonages », dans *Europe rurale : les racines de l'avenir. Initiatives rurales*, n° 12, 1993, pp. 9-11.
15. Signalons néanmoins l'existence de quelques études nationales à caractère théorique certes mais isolées en terme de réflexion les unes des autres : H. VAN DER HAEGEN et M. PATTYN, « Les régions urbaines belges », dans *Études statistiques*, Bruxelles, Institut national de statistique, n° 56, 1979, 19 p. ; H. VAN DER HAEGEN, « Les franges périurbaines en Belgique : quelques éléments de recherche concernant leur délimitation, leur population et leurs caractéristiques sociales », dans *Espace, populations, sociétés*, n° 2, 1991, pp. 259-269 ; H. VAN DER HAEGEN, E. VAN HECKE et G. JUCHTMANS, « Les régions urbaines belges en 1991 », dans *Études statistiques*, Bruxelles, Institut national de statistique, n° 104, 1996, 42 p. ; Jean-Claude BONTRON, S. CABANIS, J.W. AITCHISON, P. JONES P. et L. VELARD, *Essai de typologie socio-économique des cantons français*, Paris, SEGESA/DATAR, 1993, 18 f° ; *Entre ville et campagne. Les espaces de péri-urbanisation*, Paris, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction de l'espace rural et de la forêt, DATAR, Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain (DIV), SEGESA, 1994.

16. Concernant les études et les propositions d'action directement en faveur des *espaces ruraux*, il faut reconnaître qu'elles ont été en priorité destinées aux espaces perçus en crise au détriment de ceux n'étant pas en difficulté. Telle fut la raison de mise sur pied de plans de développement intégrés de régions de montagne, par exemple.

17. La distance de la *zone périurbaine* à l'agglomération urbaine varie en fonction de la taille de celle-ci. Certains lui reconnaissent une valeur de 5 à 15 kilomètres, de 15 à 30 kilomètres (Jean-Claude BONTRON, S. CABANIS, J.W. AITCHISON, P. JONES P. et L. VELARD, *Essai de typologie socio-économique des cantons français*, ouv. cité), voire de 30 à 40 kilomètres, d'autres une valeur de 60 à 70 kilomètres.

18. Au mouvement d'afflux vers la ville a succédé un mouvement de reflux vers sa périphérie. Sans trop s'éloigner d'une source d'emplois, les habitants sont allés chercher plus d'espace et de calme. La *frange périurbaine* s'inscrit donc à l'intérieur de la zone d'attraction d'une ville. *L'espace périurbain* est celui qui entoure la ville-mère et sa superficie est proportionnelle à la taille de l'agglomération de support. Le processus de *péri-urbanisation* est en cela une nouvelle forme d'urbanisation, qui s'en distingue par le mouvement centrifuge et non plus centripète menant à la *concentration urbaine*. Le mouvement d'éloignement du centre ville ne date pas d'aujourd'hui, mais il était masqué par l'afflux encore important en sens inverse et par le nombre élevé de naissances en milieu urbain durant les années 1960.

19. Sa reconnaissance en tant qu'espace fonctionnel n'est confirmée qu'autour d'agglomérations d'une certaine taille. D'après les travaux menés par Jean-Claude Bontron et autres (Jean-Claude BONTRON, S. CABANIS, J.W. AITCHISON, P. JONES P. et L. VELARD, *Essai de typologie socio-économique des cantons français*, ouv. cité), le seuil minimal oscille, en France, entre 30 000 et 50 000 habitants, en Belgique il est rehaussé à au moins 65 000 habitants (H. VAN DER HAEGEN, E. VAN HECKE et G. JUCHTMANS, « Les régions urbaines belges en 1991 », art. cité). Au delà, le seuil des 80 000 habitants, définissant de manière internationale le concept de *région urbaine* formé de l'ensemble agglomération plus banlieue, n'est pas atteint. L'entité spatiale élargie où la plupart des activités de base de la communauté urbaine (habiter, travailler, éduquer, faire des courses, participer aux activités culturelles, se divertir) sont déployées ne peut développer les relations intenses créant l'ensemble fonctionnel. Si, en revanche, on ne désire pas tenir compte dans la définition des *territoires périurbains* du lien structurel entre la banlieue et son agglomération, on peut toujours circonscrire un nouvel espace de construction de logements individuels en périphérie de noyaux d'habitats même de moins de 2 000 habitants (Marie-Christine JAILLET et Guy JALABERT, « Politique urbaine et logement : la production d'espace pavillonnaire », dans *L'Espace géographique*, n° 4, 1982, pp. 293-306.). Tous les éléments de définition d'activités liées à la ville ne s'y retrouvent pas.

20. Le concept d'*urbanisation* est ici limité à sa signification géographique : c'est-à-dire un processus de *densification spatiale*.

21. B.J.L. BERRY, *Urbanization and counterurbanization*, Paris, Sage publications, 1976 ; D.R. VINING et T. KONTULY, « Population dispersal from major metropolitan regions: an international comparison », dans *International Regional Science Review*, n° 13, 1978, pp. 1-49 ; A.J. FIELDING, « Counterurbanisation in Western Europe », dans *Progress in Planning*, n° 17, 1982, pp. 1-52 ; P.E. OGDEN, « Counterurbanisation in France: the result of the 1982 Population Census », dans *Geography*, n° 306, 1985, pp. 24-35 ; K.G. DEAN, « Counterurbanisation continues in Brittany », dans *Geography*, n° 311, 1986, pp. 151-154 ; A.G. CHAMPION, *Counterurbanization. The changing pace and nature of population deconcentration*, Londres, Edward Arnold, 1989 ; A.G. CHAMPION, « Counterurbanization in Europe », dans *The*

Geographical Journal, n° 155, 1989, pp. 52-59 ; M.G. COOMBES, et Al., « Counterurbanization in Britain and Italy », dans *Progress in Planning*, n° 32, 1989, pp. 1-70 ; A.J. FIELDING, « Migration and urbanization in Western Europe since 1950 », dans *The Geographical Journal*, n° 155, 1989, pp. 60-69 ; G.M. ROBINSON, *Conflict and change in the countryside*, Londres, Belhaven Press, 1990 ; K.H. HALFACREE, « The importance of the 'rural' in the constitution of counterurbanization: evidence from England in the 1980s », dans *Sociologia Ruralis*, n° 34, 1994, pp. 164-189.

22. P.P.P. HUIGEN et C.R. VOLKERS, « Counterurbanization: a process of regional rural development? », dans Roger CALMÈS [dir.], *Le développement régional rural en Europe*, Caen, Centre de publication de l'Université de Caen, 1991, pp. 49-59.

23. M. SANT et P. SIMONS, « The conceptual basis of counterurbanization: critique and development », dans *Australian Geographical Studies*, n° 31, 1993, pp. 113-126.

24. K.G. DEAN, B.J.H. BROWN, R.W. PERRY, et D.P. SHAW, « The conceptualisation of counterurbanisation », dans *Area*, n° 16, 1984, pp. 9-14.

25. P.J. CLOKE et G. EDWARDS, « Rurality in England and Wales 1981 », dans *Regional Studies*, tome 20, n° 4, 1986, pp. 289-306.

RÉSUMÉS

Il existe une dynamique propre des espaces ruraux qui ne se laisse pas interpréter à partir de l'impact seul des évolutions urbaines sur le monde rural. Les concepts classiques d'urbanisation des campagnes, de péri-urbanisation sont des concepts qui pensent l'évolution du rural comme simple conséquence de mécanismes d'urbanisation au sens morphologique et fonctionnel du terme. Critique conceptuelle et éléments empiriques sont ici exposés pour valider l'idée qu'un rapport spécifique à l'espace, notamment rural, se construit à partir d'une extension des formes de mobilité se traduisant par des modes d'habiter, des territoires, des formes culturelles spécifiques traduisant une intégration à la modernité qui n'est pas simple assimilation à l'urbain.

The concept of semi-urban rural areas

Rural areas have their own dynamics that cannot be interpreted only by the impact of urban evolution on the rural world. Classical concepts of urbanisation of the countryside, of peri-urbanisation, are concepts that consider rural evolution as merely a consequence of urbanisation mechanisms in the morphological and functional sense of the term. In this paper, conceptual criteria and empirical elements are exposed with a view to validating the following: that a specific relation to space, particularly rural, is constructed from an the extension of forms of mobility translated by habitation modes, territories and specific cultural forms translating an integration into modernity that is not simply assimilated to the urban model.

INDEX

Mots-clés : Rurbanisation